

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ

NORD PAS-DE-CALAIS - Bulletin n°57 – Août 2010

AFPS 59-62 MRES (Maison Régionale de l'Environnement et de la Solidarité- ex-MNE)
23, rue Gosselet - 59000 - LILLE Site : www.nord-palestine.org Bulletin : JPC@nord-palestine.org

Editorial :

Résolument offensif

L'AFPS Nord-Pas de Calais a été extrêmement active cet été, parce que l'actualité concernant la Palestine le rendait nécessaire. Elle a été capable de réagir à la nouvelle vague de répression israélienne en Cisjordanie à Hébron et à Naplouse notamment, tandis qu'à Bil'in le coordonnateur du Comité populaire contre le mur et l'occupation illégale, Abdallah Abu Rahmah, est condamné par un tribunal militaire israélien. Elle est aux côtés de nos amis du CBSP lorsqu'ils accueillent huit enfants de Naplouse, dont une que les autorités d'occupation avaient interdit de séjour l'an dernier. La comité de soutien à Salah Hamouri s'est renforcé de nouvelles signatures. La nécessité de briser le blocus de Gaza s'est confortée : nous serons des partenaires actifs d'une nouvelle flottille. Enfin l'AFPS Nord-Pas de Calais est partie prenante totalement de la mobilisation du 4 septembre contre la politique de mise au pilori et de xénophobie, décidée au plus haut sommet de l'Etat.

Des dispositions avaient été prises début juillet afin que l'association soit en mesure de faire face à ses responsabilités régionales en matière de soutien au peuple palestinien. Cela a permis de répondre effacement lorsque nous avons été sollicités, comme de mener des offensives. Elle est en mesure d'être présente dans les rassemblements des deux départements des 3 et 4 septembre. Que se rassurent ceux qui ont pu être inquiets d'un courrier du national de l'AFPS : l'AFPS Nord-Pas de Calais existe, par ses adhérents comme par les actions qu'ils sont capables de mener et impulser. Des contacts que nous avons eus avec la direction nationale de notre association, il ressort qu'une sortie par le haut soit possible, sans que notre identité soit entamée. C'est la voie qu'il convient de choisir. Je précise que l'AFPS Nord-Pas de Calais se renforce. Je salue ici ceux qui sont parmi nous maintenant dans les actions de soutien au peuple palestinien.

Nous sommes résolument offensifs pour cette rentrée. Le stand de l'AFPS Nord-Pas de Calais, à la braderie de Lille, sera le point de rencontre et d'échange pour une activité multiple en faveur de l'application des droits nationaux du peuple palestinien. Nous y participerons à l'action commune citoyenne du 4 septembre. La campagne pour la libération immédiate de Salah Hamouri sera conquérante. **Mais il sera marqué fondamentalement par la volonté de poursuivre et développer la campagne de Boycott/désinvestissement/sanctions contre Israël.**

Cette campagne est menée avec une particulière force dans le monde anglo saxon. Harvard réduit ses liens avec les universités israéliennes. Israël perd des investissements importants de Norvège. En Irlande et au Royaume Uni des villes sanctionnent le transporteur colonial Veolia pour sa contribution à la conquête de Jérusalem par Israël. L'AFPS Nord-Pas de Calais, certes pas seule, a la responsabilité, dans la région d'une vigoureuse campagne contre Veolia transports, et pour qu'il ne soit pas retenu dans la communauté urbaine de Lille. Cette campagne sera poursuivie avec une réunion du tribunal Russel le 12 octobre à Lille, notamment consacrée aux soutiens économiques à la colonisation israélienne. L'AFPS Nord-Pas de Calais se veut en cette rentrée résolument offensive, et rassembleuse.

Jean-François LAROSIERE, Président de l'AFPS Nord – Pas-de-Calais

L'AFPS mobilise pour la lutte contre la xénophobie

Les plus hautes autorités de la République française, à commencer par le chef de l'Etat, viennent de « faire le choix de jeter à la vindicte publique des catégories entières de la population », comme l'affirme l'appel signé par plus de 60 associations, syndicats et formations politiques. La mobilisation citoyenne s'organise dans le pays et dans la Région Nord-Pas de Calais : l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) Nord-Pas de Calais en est partie prenante. Ainsi que cet appel l'affirme, la Constitution de la France, République laïque, démocratique et sociale assure « l'égalité de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ». Il n'est pas tolérable que « les principes les plus fondamentaux de la République soient remis en cause ».



C'est dans la nature même de l'AFPS que de participer, sur la base de sa charte, à ce large rassemblement citoyen. Elle mène la lutte, contre l'apartheid imposé au peuple palestinien, et contre la poursuite de la colonisation israélienne, il est hors de question qu'elle accepte, qu'un ordre inégalitaire, voire colonial puisse s'imposer sur le territoire national.

Le 4 septembre, **retenu pour un ensemble de rassemblements et de manifestations dans tout le pays**, il y aura exactement 2000 jours que Salah Hamouri, jeune Français innocent, est en prison en Israël. Sa mère, sa famille attendent encore une intervention forte de l'Élysée pour sa libération immédiate, **alors que les services d'Etat comme le Président se sont mobilisés pour d'autres causes. Un tel deux poids deux mesures est intolérable.**

C'est derrière la banderole exigeant la Libération immédiate de Salah Hamouri que, dans le cadre du rassemblement citoyen du 3 septembre, à Lille, place de la République à 18 heures, que l'AFPS Nord-Pas de Calais sera mobilisée pour la liberté, l'égalité, la fraternité. **Elle diffusera l'appel commun sur son stand à la braderie de Lille les 4 et 5 septembre. Elle appelle à participer aux rassemblements et manifestations à Tourcoing, Hénin-Beaumont, Douai et Dunkerque le 4 septembre. (Voir l'agenda ci-dessous)**

AFPS Nord-Pas de Calais Lille le 24 août 2010

Palestine : colonisation et résistance populaire

Plusieurs dépêches, reçues début août permettent d'illustrer ce qu'est la résistance populaire palestinienne. Je me concentrerai sur la Cisjordanie, mais j'aurai pu choisir Gaza, ou Jérusalem-Est occupés par Israël.

Voici la première : « Le camarade Badran Jaber, membre du Comité Central du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (1) vient de nous informer que le 2 août, les forces d'occupation avaient détruit plus de 30 ha de terres cultivées palestiniennes dans le village d'Al-Baqa'a dans la banlieue d'Al-Khalil (2).

(1) cette organisation est membre de l'OLP : "Organisation de Libération de la Palestine" - (2) plus connue sous le nom d'"Hébron"

Les forces sionistes ont fouillé la maison et la ferme du camarade Jaber, le système d'irrigation des terres a été gravement endommagé et tous les jeunes plants ont été détruits. Jaber et sa femme ont bien essayé de défendre leur propriété mais les forces d'occupation les ont battus ainsi que leur fils de 15 ans et leur gendre.

(...) Les forces colonialistes ont détruit toutes les fermes palestiniennes de la zone avec la même violence . »

Plusieurs messages font état, toujours à Hébron, d'arrestation de Palestiniens par l'armée israélienne qui s'est même payé le luxe cet été d'une agression violente contre des militants français de « Génération Palestine » venus aider le peuple palestinien dans le cadre d'une manifestation pacifique. Car face à l'occupation, à Hébron, il y a résistance. La situation est l'une des pires en Cisjordanie. Quelques centaines de colons israéliens y vivent en proclamant que cette ville appartient au judaïsme et sont protégés par l'armée, ils multiplient les exactions et les crimes contre les Palestiniens qui bénéficient du soutien y compris de pacifistes israéliens. La résistance populaire palestinienne se veut pacifique. A Naplouse (jumelée avec Lille), dans la ville l'armée d'occupation essaye de faire plus discrète (elle quand même multiplié les arrestations au mois de juillet), mais dans les villages environnants (Burin, Iraq Burin) les paysans palestiniens subissent un harcèlement permanent de la part des colons visant à leur faire abandonner leurs terres. La dépossession amorcée dès le début du XXème siècle se poursuit ici. Dans ces villages des comités de résistance populaire se sont organisés, comme dans de nombreux villages de Cisjordanie, au total ils sont 19. Les actions sont recensées en 45 lieux. Une coordination s'est constituée. Son secrétaire est membre des « anarchistes israéliens contre le mur ». Leur mode d'action central est la manifestation pacifique, par exemple afin de protéger la cueillette des olives contre les exactions des colons.

Fin avril 2010 une conférence internationale se tient à Bil'in, village palestinien qui symbolise cette résistance où depuis cinq ans, tous les vendredis les paysans, aidés par les militants internationaux, manifestent contre le mur de l'apartheid. Cette conférence a été l'occasion de faire le point sur cette résistance et sur la solidarité internationale. Une première donnée : la résistance est une condition pour obtenir la paix et la paix est un fruit de la résistance. Nous avons un rôle considérable à jouer : que cette résistance trouve un débouché politique et que finisse l'impunité dont jouit Israël, au mépris des traités internationaux. La solidarité internationale est la clé de la paix et de l'application des droits nationaux du peuple palestinien.

L'accès à l'eau en Palestine <http://questions.assemblee-nationale.fr/q13/13-74152QE.htm>

Question écrite 74152 de Jean-Jacques Candelier, député du Nord (Gauche démocrate et républicaine)

Texte de la question - M. Jean-Jacques Candelier attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur le problème de l'accès à l'eau en Palestine. Selon un rapport d'Amnesty international, près de 200 000 Palestiniens n'ont pas accès à l'eau courante, alors que les Israéliens en ont en abondance. Israël semble priver d'eau les Palestiniens, en laissant ses colons en Cisjordanie s'accaparer la quasi-totalité des ressources. L'État hébreu utilise plus de 80 % de l'eau disponible alors que les Palestiniens doivent se battre pour profiter des 20 % restants. Selon le rapport, les Palestiniens ne peuvent creuser des puits ou restaurer les anciens sans autorisation israélienne. Dans la bande de Gaza, la situation sanitaire est catastrophique, à cause du blocus israélien. Il lui demande comment il entend agir pour qu'Israël lève immédiatement toutes les restrictions imposées aux Palestiniens en matière d'approvisionnement en eau, bien vital pour l'humanité.

Texte de la réponse - La question de l'accès aux ressources en eau au Proche-Orient est ancienne et revêt un caractère fondamental. Les ressources hydrauliques, peu abondantes, font l'objet de convoitise depuis plus de soixante ans et sont en voie de dégradation et de raréfaction croissante. Sur le plan des principes, la France soutient l'idée d'une négociation globale, notamment sous l'égide des Nations unies. En ce sens, la 61^e assemblée générale des Nations unies avait adopté, le 11 novembre 2006, une résolution affirmant « la souveraineté du peuple palestinien sur ses ressources naturelles ». Cette résolution est, depuis lors, votée chaque année par les États membres de l'Union européenne. L'engagement de notre pays pour faciliter l'accès des populations palestiniennes à l'eau est conséquent. Depuis l'an 2000, 70 MEUR d'aide française ont été consacrés au secteur de l'eau dans les Territoires palestiniens. Nous contribuons, financièrement et techniquement, aux travaux de réhabilitation de la station d'épuration de Beit Lahya, dans le nord de la bande de Gaza. Nous travaillons, également, sur des projets d'adduction d'eau potable en Cisjordanie, dans les régions de Maythalun et d'Hébron, de même que, par le biais de l'Agence française de développement, autour de Jérusalem et à Gaza, avec notamment la construction de réseaux de distribution d'eau, et un soutien à la gestion du « West Bank Water Department » (WBWD), chargé du transport et de la distribution de l'eau potable en Cisjordanie. Par ces projets, la France s'attache à soutenir et à renforcer les capacités de gestion de l'Autorité palestinienne de l'eau (PWA), ainsi que la réforme institutionnelle de ce secteur. Notre pays œuvre, également, en faveur de la coopération régionale dans le secteur de l'eau. Nous soutenons ainsi les études de faisabilité préparant le lancement du projet du canal des deux mers (Red-Dead), qui vise à relier la mer Rouge et la mer Morte, et qui devrait permettre de produire 850 m³ d'eau dessalée, grâce à des prélèvements de la première à destination de la seconde. Par ailleurs, la conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée (UpM) sur l'eau, organisée le 22 décembre 2008 en Jordanie, a permis d'adopter les orientations d'une stratégie, avec des objectifs chiffrés concernant la préservation de la qualité des eaux et la réduction des pressions sur les ressources en eau par des usages plus économes. Enfin, la France entretient des relations avec le Middle East Desalination Research Center, organisme basé à Mascate, qui rassemble les principales parties régionales (Autorité palestinienne, Israël, Jordanie). Les opportunités existent pour le développement d'une coopération entre Israéliens et Palestiniens dans le domaine de l'eau. Une certitude, partagée par tous, est que cette problématique ne peut s'envisager sans une coopération régionale, les ressources (nappes phréatiques, nappes littorales, aquifères de montagne, lacs) étant, pour la majorité, réparties sur les territoires de plusieurs États. La France et ses partenaires demeureront très vigilants à l'égard de la situation des populations civiles palestiniennes quant à leur accès à l'eau et au respect de ce droit fondamental. Elle continuera à évoquer cette question au sein de conférences internationales et lors de rencontres bilatérales. Plus généralement, notre pays, convaincu qu'une coopération régionale pour une bonne gestion des ressources en eau, bénéficiant aux populations et respectueuse de l'environnement, en sera un élément fondamental, soutient la conclusion d'un accord de paix juste et durable, fondé sur la création d'un État palestinien, indépendant, viable et démocratique, vivant en paix et en sécurité aux côtés de l'État d'Israël.

M. Jean-Jacques Candelier a aussi interrogé le secrétaire d'État à la justice sur sa politique pénale. (QE 328 du 09-03-2010) Celui-ci précisait ne pas accepter « que des responsables associatifs... appellent au **boycottage** de produits au motif qu'ils sont kascher ou qu'ils proviennent d'Israël ». M. Candelier rappelle que beaucoup de produits fabriqués en Israël proviennent de colonies illégales en Cisjordanie.

Dans **sa réponse du 24-08-2010** : <http://www.nord-palestine.org/art-recom-2010-08-24Candelier.htm>

... Un avis aux importateurs rappelait d'ailleurs que les produits obtenus dans les territoires placés sous administration israélienne depuis 1967 ne leur ouvrent pas le bénéfice du régime préférentiel défini dans l'accord d'association UE-Israël.... S'agissant d'une question relevant plus spécifiquement de l'application de la législation douanière et du contentieux douanier qui en découle, l'attention du ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État en charge de la direction générale des douanes et des droits indirects a été spécialement attirée sur ce point....

Un « oublié » dans la « saga des revues »

« Le Monde » a publié cet été une « saga des revues » marquantes, tant nationales qu'internationales, depuis « Le Débat » jusque « Hérodote » en passant par « Les temps Modernes » longtemps marqués par la figure de Jean-Paul Sartre. Le 22 juillet cette « saga » s'attachait justement aux « **Temps Modernes** » dont il est dit que c'est « *la grande revue de l'après guerre* ». Michel Contat signe l'article. Il est écrivain, journaliste, il assure la chronique jazz de « Télérama », il assure la publication de l'œuvre romanesque de Jean-Paul Sartre dans la prestigieuse collection « la pléiade ». A propos des n° spéciaux des « Temps Modernes », il est fait état d' « *un énorme numéro, resté historique, sur « le conflit israélo-arabe », paru au moment de la guerre des Six-jours », en 1967. Des intellectuels israéliens et arabes coexistaient au moins dans un volume.* »

Ces quelques lignes appellent plusieurs remarques.

Le n° des « Temps Modernes » dont il est fait état paraît **avant** juin 1967, date à laquelle Israël attaque l'Égypte, la Syrie, et la Jordanie, avec une nouvelle étape dans sa conquête de la Palestine. C'est ce qui est connu sous le nom de « guerre des six jours. »

Mais surtout il y a une omission majeure, dans cet « énorme numéro » : **l'article d'un auteur, Maxime Rodinson, ni Israélien, ni Arabe, professeur à l'École des Hautes Études dans prestigieuse Université qu'est la Sorbonne : « Israël, un fait colonial ? »** Cet article dévoilait en France, avant même l'agression israélienne à venir, la réalité coloniale de l'État israélien.

L'AFPS Nord-Pas de Calais a, il y a deux ans, considérant que Maxime Rodinson, est à la fois une référence scientifique, mais aussi une référence en matière de soutien au peuple palestinien organisé une rencontre à Hellemmes, à son propos. Venait de sortir un ouvrage de Sébastien Boussois : « *Maxime Rodinson. Un intellectuel du XXème siècle.* » C'est peut être le terme intellectuel qui fait peur au « Monde ».

Les bulletins AFPS 59/62 d'août/septembre, d'octobre et de novembre 2008 rendent compte de ce colloque organisé en octobre 2008 à Hellemmes par l'UJFP, Espace Marx, Les Amis du Monde diplomatique, le Cercle Henri Barbusse et l'AFPS Nord-Pas de Calais, avec quelques textes et références encore d'actualité.

Deux éléments d'avenir :

- le nécessaire travail de démystification de la presse est appelé à se poursuivre, notamment avec Michel Collon, que nous avons accueilli, à la « Cave des Célestines » le 11 juin.
- Notre travail de rencontre doit se poursuivre au premier trimestre 2011 autour de l'ouvrage en fin d'écriture de Sandrine Mansour, accueillie à Hellemmes avec Maryse Gargour pour « la terre parle arabe ». Maryse Gargour prépare un ouvrage sur la Naqba à partir d'archives palestinienne.

AGENDA (Extrait) *Pour plus d'infos, voir sur le site:* <http://www.nord-palestine.org/agenda.htm>

jeudi 2 septembre 2010 à 18 h : rendez-vous à la station de métro «Hôtel de Ville» de Villeneuve d'Ascq

Rassemblement de protestation (voir ci-dessous page 5)

Vendredi 3 et samedi 4 septembre : **Actions collectives face à la xénophobie** **Rassemblement citoyen**

A Lille - Vendredi 3 à 18 h : Rassemblement place de la République

A Hénin Beaumont samedi 4 septembre à 16 h 30, place devant l'Hôtel de Ville → **déroulement**

A Tourcoing : samedi 4 septembre à 11h : rassemblement en face de l'hôtel de ville

A Douai : Samedi 4 septembre à 9 h rassemblement devant l'entrée de la foire à Gayant
distribution de tracts au marché de la place du Barlet après l'inauguration de la foire

A Dunkerque : 10h/12h30: signature de l'appel Place Jean Bart
12h30, rassemblement Stèle des droits de l'Homme (CUD) avec prise de paroles

A Paris : Samedi 4 Septembre place de la République :

Rassemblement citoyen à l'occasion du 140^{ème} anniversaire de la République

Samedi 4 et Dimanche 5 Septembre :

Grande braderie de Lille

Ouverture du stand AFPS samedi de 7h à 22 h & dimanche de 10h à 18h

Pot de l'amitié ; samedi à 19 h

Participation de l'AFPS au marathon - Stand AFPS : Bd de la Liberté près du Musée des Beaux-Arts

Inscription aux permanences → http://www.nord-palestine.org/Braderie_2010.htm

ou par tél. à Jean-François 06 63 34 32 63 ou Mireille 06 18 76 73 44

Du 2 au 10 Octobre : 6^{ème} édition de la Semaine de l'Education à la Paix en Région Nord / Pas-de-Calais

Mardi 12 Octobre, à 18h, à la MEP de Lille :

Rencontre-débat avec Brahim Senouci et Nabil El Haggar sur Le Tribunal Russell

Lille, comme Stockholm ou Dublin, doit renoncer à un transporteur colonial pour ses transports urbains

Dernière minute :

Villeneuve d'Ascq : une banderole de la honte sur le fronton de la mairie

Sur le fronton de la mairie de Villeneuve d'Ascq se trouve une banderole demandant la libération du Franco-Israélien Gilad Shalit. Rappelons que Gilad Shalit, capturé en juin 2006 sur son char à Gaza est un soldat de l'armée israélienne d'occupation de la Palestine. C'est à ce titre qu'il est détenu. Il y a eu à plusieurs reprises des négociations entre les autorités qui le détiennent et le gouvernement israélien. Elles ont échoué devant l'intransigeance israélienne quant au refus de libérer des prisonniers palestiniens, qui sont faut-il le rappeler plus de 10 000, dont des centaines d'enfants.

Ainsi la municipalité de Villeneuve d'Ascq s'inscrit dans une campagne en cours où tant le ministre des Affaires Etrangères et Européennes que le Président de la République, militent activement, à l'occasion de son anniversaire en faveur de ce soldat franco-israélien, dont est demandée la « libération immédiate et inconditionnelle. »

Cette inconditionnalité en faveur d'un membre d'une armée d'occupation contraste avec l'attitude des dirigeants français à l'égard d'un innocent, toujours en prison après un jugement par un tribunal militaire en territoire occupé à savoir **Salah Hamouri**, dont le seul passeport est un passeport français. Elle n'est guère supportable, pas plus que l'affichage de la municipalité de Villeneuve d'Ascq en faveur d'un membre de l'armée israélienne.

L'humanitaire à sens unique, les Droits de l'Homme à géométrie variable çà suffit.

L'Association France Palestine Solidarité Nord-Pas de Calais,

la Communauté palestinienne du Nord,

l'Union Juive Française pour la Paix, premiers signataires appellent à un

Rassemblement de protestation

jeudi 2 septembre 2010 à 18 h

rendez-vous à la station de métro "Hôtel de Ville" de Villeneuve d'Ascq

- Halte aux banderoles en faveur d'un soldat de l'armée israélienne d'occupation
- Libération des prisonniers palestiniens
- Libération immédiate de **Salah Hamouri**
- Application des droits nationaux du peuple palestinien

Une délégation de Villeneuvois doit être reçue par le Maire de la Commune.

Villeneuve d'Ascq/Lille le 29 août 2010

